



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. Générale
10 septembre 2008
Français
Original: anglais

Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Vienne, 22-24 septembre 2008

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Propositions de mandat pour un mécanisme
d'examen de l'application de la Convention
des Nations Unies contre la corruption**

Propositions et contributions reçues des gouvernements en ce qui concerne le mandat d'un mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Document d'information établi par le Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
II. Propositions et contributions reçues des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.	1-15	2
Croatie	1-15	2

* CAC/COSP/WG.1/2008/1.



II. Propositions et contributions reçues des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Croatie

1. Considérations générales

1. En Croatie, les documents fondamentaux relatifs à la lutte contre la corruption sont le Programme national de lutte contre la corruption 2006-2008 et le plan d'action qui l'accompagne.
2. Le Programme et le plan d'action s'articulent autour de quatre grands axes: renforcer le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption; prévenir et combattre la corruption; intensifier la coopération interorganismes et internationale; et renforcer la coopération avec la société civile.
3. Le Programme concerne essentiellement la prévention de la corruption et aborde les sujets suivants: la prévention des conflits d'intérêts dans l'exercice d'une charge publique; le financement des partis politiques; le droit d'accès à l'information; les codes de déontologie des fonctionnaires; l'économie; les finances publiques; les marchés publics; la protection des parties lésées et des personnes qui signalent de bonne foi un cas de corruption; l'appareil judiciaire; le système de soins; la science; l'éducation; et le sport.
4. Pour réaliser ce programme, le Gouvernement croate a élaboré un plan d'action qui développe les objectifs fixés. Évolutif, le plan d'action fera l'objet d'un examen annuel permettant de suivre et d'analyser l'application du Programme.
5. Le plan d'action comporte 195 mesures spécifiques, assorties de délais bien précis et de financements, qui seront prises par les institutions compétentes.

2. Proposition de mandat pour un mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

a) Principes directeurs

Paramètres de base

6. Il est très important de disposer d'un mécanisme pour améliorer la coopération entre les États parties afin qu'ils puissent atteindre les objectifs fixés dans la Convention des Nations Unies contre la corruption¹ et en promouvoir et examiner l'application.

Relations avec la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

7. La Conférence devrait adopter des rapports et prendre part à l'organisation de visites dans les États examinés et de réunions en face-à-face entre experts et représentants des autorités nationales. Elle devrait également prendre à sa charge les dépenses entraînées par ces activités.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.

b) Méthodologie*But*

8. Le mécanisme d'examen devrait avoir pour but de faciliter l'application de la Convention.

Portée thématique de l'examen

9. Pour comprendre la situation d'un État examiné, le mieux est de s'y rendre et d'y avoir des réunions en face-à-face. Ces visites peuvent également servir de mécanisme de contrôle.

Sources d'information et utilisation des informations

10. Les rapports devraient renfermer des informations d'ordre général sur la législation nationale (le cadre juridique et institutionnel) des États examinés en ce qui concerne la répression, l'action en justice et la sanction de la corruption, la coopération internationale et la sensibilisation des esprits aux effets néfastes de la corruption. Les rapports devaient comporter des informations sur les sujets suivants: la prévention des conflits d'intérêts dans l'exercice d'une charge publique; le financement des partis politiques; le droit d'accès à l'information; les codes de déontologie des fonctionnaires; l'économie; les finances publiques; les marchés publics; la protection des parties lésées et des personnes qui signalent de bonne foi un cas de corruption; et l'appareil judiciaire.

11. Le mécanisme d'examen devrait se fonder sur la collecte de données, sur des visites et sur des réunions en face-à-face.

Rapports

12. Les rapports devraient être présentés par les États parties. Ils devraient être rédigés selon le principe de l'auto-évaluation, qui fait obligation à toutes les autorités compétentes de l'État examiné de superviser de manière constante et régulière la mise en œuvre des politiques de lutte contre la corruption, d'évaluer le risque de corruption et de prendre les mesures qui s'imposent.

c) Administration du mécanisme d'examen

13. Les experts chargés de l'application devraient être nommés par le secrétariat à partir des suggestions faites par les États parties. Ils devraient appartenir à des organismes publics ou à des universités ou faire partie de la société civile dans l'État examiné.

d) Secrétariat

14. Le secrétariat doit être suffisamment pourvu en personnel pour être en mesure d'agir par anticipation et avec efficacité tout au long du processus.

e) Financement

15. Conformément au paragraphe 7 ci-dessus, le mécanisme d'examen devrait être financé soit au moyen du budget ordinaire de l'ONU, soit au moyen de ressources extrabudgétaires (s'il y en a), ou les deux.